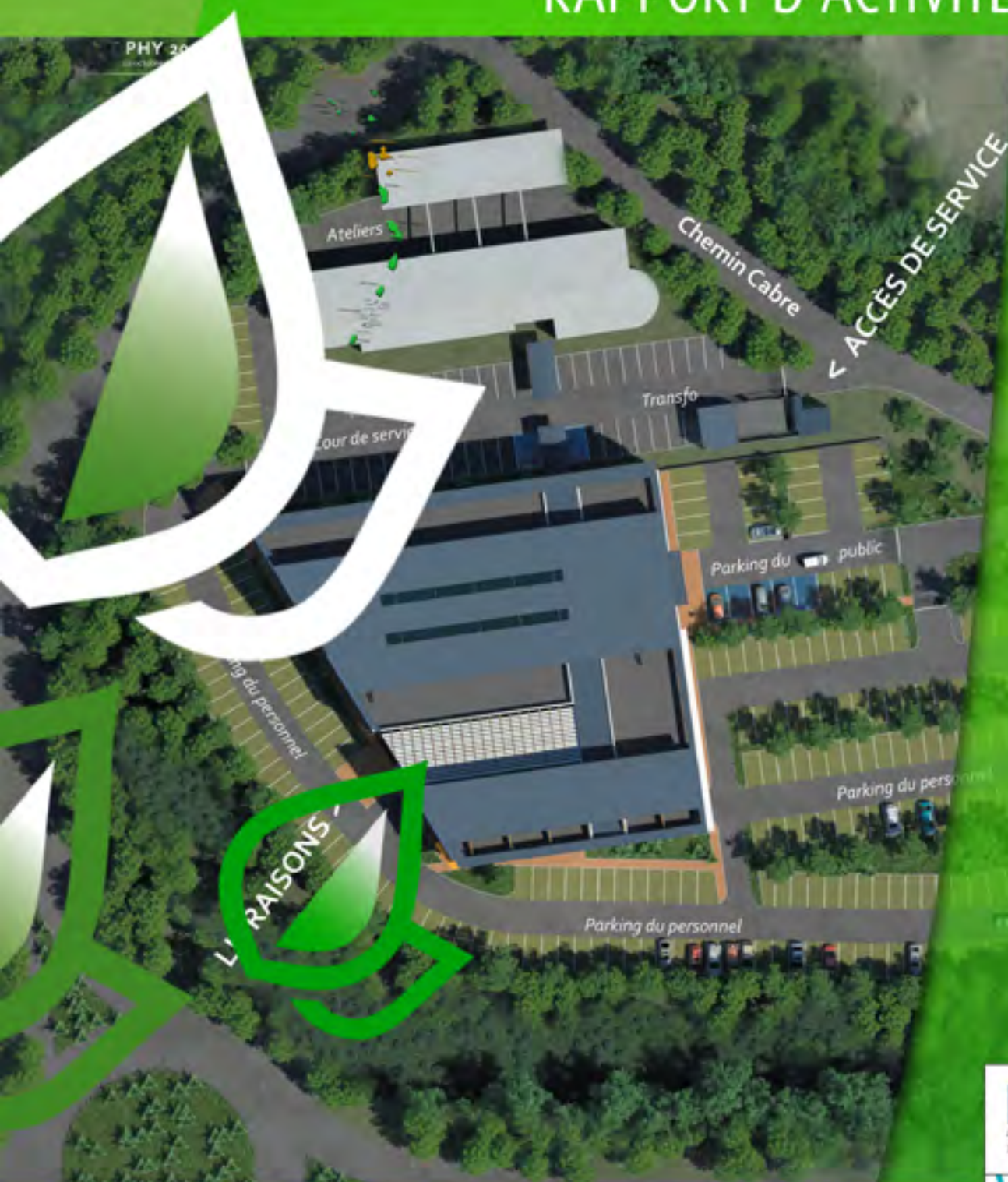


Direction
de l'Environnement
de l'Aménagement
et du Logement
de la GUADELOUPE

2012

DéAL GUADELOUPE

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Ministère de l'Écologie du Développement durable et de l'Énergie



WWW.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr

A SOMMAIRE

| | | |
|---|-------|-----------|
| I. MRU > | ..... | 4 |
| I. Mission rénovation urbaine | | |
| II. ATOL > | ..... | 6 |
| II. Aménagement du Territoire et Organisation du Littoral | | |
| III. FTES > | ..... | 8 |
| III. Financements, Transports, Économie et Sécurité | | |
| IV. LC > | ..... | 10 |
| IV. Logement et Construction (LC) | | |
| V. MDDEE > | ..... | 12 |
| V. Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale | | |
| VI. RED > | ..... | 14 |
| VI. Risques Énergie Déchets | | |
| VII. RN > | ..... | 16 |
| VII. Ressources Naturelles | | |
| VIII. SOCA > | ..... | 18 |
| VIII. Service Opérationnel de Conseil et d'Appui | | |
| IX. SG > | ..... | 20 |
| IX. Secrétariat Général | | |
| X. CAB-COM... > | ..... | 22 |
| X. Cabinet, Communication, Coopération régionale | | |
| XI. Chiffres > | ..... | 24 |
| XI. Indicateurs Activité DéAL Guadeloupe | | |

Éditorial



La DéAL a beaucoup d'atouts :

- des cadres d'origine très diversifiée notamment dans les parcours professionnels (Équipement, Écologie, Industrie, Agriculture, collectivités locales ...).
- des moyens d'intervention variés en réglementation directe (contrôle, réglementation risques naturels ...) mais surtout en appui technique et financier des projets structurants.

Elle agit sous l'autorité directe du préfet de région Guadeloupe pour mettre en œuvre les politiques de plusieurs ministères Écologie, Égalité des Territoires et Outremer . Plus de 100M€ ont ainsi été injectés dans l'économie de notre archipel Guadeloupe.

Ces compétences s'inscrivent dans le souci de relever avec les maîtres d'ouvrage (collectivités locales), les nombreux défis du territoire : logement, rénovation urbaine, transports, déchets, écologie, sécurité industrielle, risques naturels, eau et assainissement...

L'année 2012 sera d'autre part, une année marquante et décisive pour l'amélioration du patrimoine propre à la DéAL avec 3 opérations concomitantes :

- signature nouveau bâtiment à Saint Phyl Basse-Terre (20 M€ équivalent 2012),
- locaux provisoires BT (3M€),
- livraison 2013 des locaux de Grande Terre (Dothémare Abymes) pour 11 M€.

C'est avec grand plaisir que je préface le 2ème rapport d'activité de la DéAL correspondant à l'année 2012.

Que de progrès accomplis depuis fin 2010 avec les inquiétudes oubliées sur la disparition des anciennes DDE, DIREN, DRIRE, avec aussi une reconnaissance par les partenaires qui parlent de la DéAL (et non de la « dil »).

Daniel NICOLAS
 Directeur de la Direction de l'Environnement
 de l'Aménagement et du Logement de Guadeloupe

I. Mission rénovation urbaine (MRU)

MRU est chargée du pilotage, de la supervision et de l'administration locale des projets de rénovation urbaine conventionnés avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Le préfet est délégué territorial de l'Agence. Le DEAL est délégué territorial adjoint.

Elle supervise les projets de Pointe à Pitre et des Abymes et l'opération isolée de Basse-Terre.

La mission contribue à l'élaboration et au suivi des conventions entre les collectivités et l'ANRU. Elle suit le déroulement des opérations pour en certifier l'avancement, en assure le suivi financier et s'assure du respect des fondamentaux de l'agence (qualité architecturale et urbaine des projets, relogement des locataires, insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles).

Ces 2 projets de l'agglomération pointoise représentent sur 5 ans plus de 950M€ de travaux, dont 160M€ apportés par l'ANRU et 30M€ par le FEDER, au total l'un des plus importants projets de France.

L'année 2012

A été marquée par une forte modification du paysage urbain des quartiers de Grand-Camp (Abymes) et de la RUPAP (Pointe-à-Pitre), avec respectivement la fin de la démolition des Plaines et la démolition de la troisième barre de la cité Henri IV bordant le cimetière. Au total, plus de 700 logements sont d'ores et

déjà démolis.

Les chantiers de construction se sont poursuivis avec la livraison de logements à Pointe d'Or aux Abymes et la livraison prochaine à Pointe-à-Pitre de 173 logements sociaux répartis entre l'ancien stade Pierre Antonius et Orban. Le groupe scolaire Raphaël Jolivière a été inauguré par le Ministre de la Ville le 21 décembre 2012 pour ouvrir ses portes aux élèves à la rentrée de janvier 2013.



Morne Fleuret - Abymes



Morne Fleuret - Abymes

2012 a également vu la signature de l'avenant n°2 aux Abymes qui redéploie les économies constatées et permet la démolition supplémentaire de 319 logements (troisième barre des Capitaines).

84% des démolitions seront alors terminées et autant de relogements effectués.

Le projet de rénovation urbaine des Abymes prendra un véritable essor avec l'engagement des travaux de construction de 613 logements sociaux, la démolition de 48 logements sociaux, la reconstruction du centre culturel et sportif du Raizet, le lancement des travaux d'aménagement du boulevard de Marie-Galante et de requalification des espaces publics sur la zone d'activités Ouest de Grand Camp ainsi que le début des travaux de réalisation d'un écoquartier au sud du Raizet.

En 2013

La réalisation projet de rénovation urbaine de Pointe à Pitre, engagé financièrement à 75% avec l'ANRU, poursuivra sa dynamique avec la démolition des emblématiques tours de la Gabarre (476 logements sociaux) et des deux dernières barres de la cité Henri IV (318 loge-



Nonome Popote- Abymes

II. Aménagement du Territoire et Organisation du Littoral (ATOL)

Le service DEAL/ATOL gère :

- l'aménagement du territoire via les documents d'urbanisme (SAR-SMVM, SCOT, PLU), en particulier l'appui aux communes pour la mise à jour des PLU (ex POS) ainsi que la représentation au CA du CAUE et de l'Agence 50 Pas
- la gestion raisonnée du littoral notamment sur DPM, avec les avis conjoints France Domaines sur les cessions de terrains des 50 Pas Géométriques
- les affaires juridiques pour l'ensemble de la DEAL
- la production et diffusion de données géoréférencées (SIG), d'analyses cartographiques et d'études générales
- la politique des sites et paysages (depuis 2012)

Aménagement et développement du territoire

En matière d'aménagement et de développement du territoire, l'élément marquant de l'année 2012 fut le partenariat fructueux entre la communauté d'agglomération Cap Excellence et l'ensemble des services et établissements publics de l'État, mené par le Sous-Préfet de Pointe-à-Pitre, avec pour point d'orgue la définition du projet de territoire de l'agglomération centrale à 2020-2030, en tant que bassin de vie et au-delà des limites administratives. A la fois déclinaison du schéma d'aménagement régional tout juste approuvé

et préalable au schéma de cohérence territoriale, réglementaire, c'est une initiative innovante d'action publique coordonnée au service de la Guadeloupe toute entière.

L'approbation des PLU se poursuit, puisque c'est Baie-Mahault qui a approuvé le sien en 2012, Pointe-à-Pitre l'ayant arrêté en fin d'année. Ainsi, c'est près du 1/4 de la population guadeloupéenne qui est couvert par des PLU à jour.

L'approche sensible des territoires s'illustre en 2012 par l'approbation du projet de protection du paysage de la Pointe des Châteaux, unique opération Grand Site de l'archipel (retenu à l'appel à projets nationaux).



Agglomération Pointoise

le Littoral

Sur le littoral, le projet de sentier du Moule à Gosier, mené en partenariat avec le Conservatoire du Littoral et l'ONF, est entré en phase de concertation préalable avec les collectivités à l'été 2012. En matière de cession sur la zone urbaine des 50 pas géométriques, outre l'accélération du nombre de dossiers déposés à l'agence des 50 pas (plus de 1000 en 2012), la concertation entre les ministères de tutelle menée par la DEAL a confirmé l'enjeu à ne pas céder les parcelles soumises à des risques menaçant les vies humaines (les zones rouges des PPR). Enfin, une synthèse sur la plaisance en Guadeloupe, réalisée par le service ATOL de la DEAL à partir des études existantes et de l'expertise de la DM et de la DIECCTE, a permis d'entrevoir un positionnement possible pour l'État.

Appel à projets national : la commune de Petit-Bourg a été retenue parmi cinq communes en France pour une expérimentation d'adaptation au recul du trait de cote

affaires juridiques

En interne, l'intervention des affaires juridiques au service de l'ensemble de la DEAL a été formalisée, sur le modèle de ce qui



Végétation pionnière du littoral

avait été fait en 2011 pour le système d'informations juridiques (SIJ) dont la montée en puissance en 2012 témoigne du succès de la méthode.

Les Affaires juridiques ont mis en place en 2012 :

- la publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des actes les plus importants de la DEAL, par voie électronique (application web-territorial),
- plusieurs tableaux de bords permettant le suivi des principales problématiques de l'unité, soit : les fiches-commandes DEAL (appui aux services de la DEAL), le suivi de la publication au RAA, le suivi de l'exécution des décisions de justice,

Les Affaires juridiques ont également repris les missions de rédaction et de suivi des arrêtés et décisions de délégation et subdélégation de signature.



Vue Aérienne du Moule

III. Financements, Transports, Économie et Sécurité (FTES)

Le pôle Transports Économie du FTES est chargé de porter les politiques de sécurité et éducation routières, d'animer la politique locale de transport, de mettre en œuvre la tenue des registres et les contrôles des transports terrestres.

Au titre de la politique des transports, il porte les enjeux du développement durable en termes de mobilité et de promotion du transport multimodal, en produisant l'Observatoire des Transports.

Il gère toutes les autorisations de transports de marchandises et de voyageurs, ainsi que les contrôles sur routes et en entreprises.

Il fait passer les examens du permis de conduire dans toute la Guadeloupe.

Il assiste la préfecture (Cabinet) dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de Sécurité Routière.

Le pôle Europe Financements coordonne et instruit, au sein de la DEAL, les financements relevant du CPER et des programmes européens, soit 60% du FEDER du PO 2007 - 2013.

Gestion et contrôle des transports terrestres

L'année 2012 a été marquée par la mise en œuvre du « paquet routier » (nouvelle réglementation européenne) visant, par le renforcement des conditions d'accès à la profession de transporteur routier, à professionnaliser le secteur des transports. Cela a nécessité une importante mobilisation des effectifs afin d'assimiler et d'appliquer la nouvelle réglementation. Un large travail de pédagogie auprès des professionnels a également été entrepris et deux réunions d'information ont été réalisées les 2 mars et 20 juillet 2012 auxquelles 300 transporteurs environ ont assisté. Le Comité Régional des Transports organisé le 30 novembre 2012 a, entre autres, permis de faire un point d'étape de la mise en œuvre de ce paquet routier.

L'année 2013 verra quant à elle la poursuite de la démarche de professionnalisation du secteur ainsi que la mise en place d'opérations de contrôle visant tout particulièrement le transport de personnes de moins de 9 places (particulièrement infractionniste).

Déplacements et observatoire régional des transports ORT (ORT conjoint ADEME / DEAL)

Dans la poursuite de la démarche de développement d'une mobilité durable, une étude pour l'amélioration de la desserte de la ZAC de Providence et de l'aéroport Pôle Caraïbes a été réalisée entre mai et novembre avec pour objectif de proposer des solutions alternatives à la voiture individuelle. Début décembre, l'ORT a réuni les différentes AOT afin de faire le point, sur la base d'échanges, sur les enjeux liés au transport de personnes.

En la matière, la desserte des îles du Sud ainsi que les évolutions en matière de gouvernance des transports (issues de l'adoption récente du schéma départemental de coopération intercommunale) constituent des enjeux auxquels l'ORT accordera une attention toute particulière en 2013, en partenariat avec le CAUE.

Le volet bruit de la directive européenne a quant à lui fait l'objet d'une présentation aux collectivités locales concernées par la seconde échéance, en vue de mutualiser l'intervention d'un bureau d'études unique pour les sept communes de l'agglomération.

L'année 2013 devrait donc voir l'établissement de la carte d'agglomération puis l'élaboration des plans de prévention du bruit.

Éducation routière

En 2012, une démarche d'harmonisation des pratiques entre les inspecteurs du permis de conduire a été menée. Afin de permettre les échanges entre experts, les examens pratiques du permis ont été, sur plusieurs journées, réalisés par des binômes d'inspecteurs. En outre, une réflexion autour de la création d'un centre d'éducation routière en Grande Terre a été initiée.

L'année 2013 sera quant à elle l'année de la mise en œuvre du système FAETON permettant une dématérialisation de la procédure d'examen du permis de conduire : transmission informatique des dossiers d'inscription des candidats, inspecteurs équipés d'un poste nomade permettant une transmission informatique et sécurisée du résultat.

Enfin, la 3ème directive européenne pour les permis moto et poids-lourds entrera en application le 19 janvier 2013 et introduira de nouvelles procédures d'examens et de nouvelles catégories de permis.

Sécurité routière

Si, en 2012, le nombre d'accidents de la route a diminué par rapport à 2011, le nombre de tués, passé de 53 en 2012 à 70 en 2013, a quant à lui, considérablement augmenté. Les jeunes (26 % des tués ont moins de 25 ans), les 2 roues (impliquées dans 39 % des accidents mortels) et les piétons (19 % des tués) constituent des publics particulièrement vulnérables. Sous l'égide du directeur de cabinet de la préfecture, la coordination départementale de sécurité routière a, en 2012, conduit 76 actions à destination notamment de ces publics vulnérables ainsi que des facteurs aggravants tels que la vitesse, l'alcool et le non-port des équipements de sécurité. La semaine de la sécurité routière s'est déroulée du 15 au 21 octobre 2012.

En 2013, le nouveau Document Général d'Orientations sera élaboré pour la période



Destruction de cabrits

2013-2017. Il s'agira d'une part de poursuivre les efforts engagés en matière de comportements à risques et de publics vulnérables (avec une nouvelle cible apparue : les seniors) et d'autre part de contribuer à une meilleure prise en compte de la sécurité routière dans les documents de planification du territoire et dans les études déplacements / mobilité.

Pôle Europe Financements

Les dossiers instruits au sein de la DEAL représentent 60% de l'enveloppe FEDER totale de la Guadeloupe (qui s'élève pour la période 2007-2013 à un peu plus de 542 M€).

L'année 2012 a été marquée par une importante programmation sur les objectifs 2.2 (eau-assainissement), 1.3.2 (promotion de la destination Guadeloupe) et 3.2. (améliorer les conditions matérielles de formation). Les engagements ont été tenus par la DEAL tant au niveau de la programmation (447 M € de FEDER) que de la certification et ont permis d'éviter le dégageement d'office.

En 2013, la révision programmée de la maquette permettra de redistribuer les montants alloués aux différents axes afin de mieux répondre aux attentes des porteurs de projets tout en restant fidèle à la stratégie globale du programme.

L'année 2013, sera la dernière année de programmation du PO actuel et sera également celle de la préparation et de la rédaction du nouveau programme opérationnel 2014-2020.

IV. Logement et Construction (LC)

Le service Logement-Construction a pour objectif

l'amélioration qualitative et l'accroissement du parc de logement avec :

- une unité qui promeut l'accession à la propriété et développe l'amélioration de l'habitat des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs,
- une unité qui programme la réalisation de logements locatifs sociaux,
- une unité qui veille au respect des règles relatives à la qualité et à l'accessibilité du bâti,
- une unité engagée dans la résorption de l'habitat indigne et la revitalisation des centres urbains.
- deux unités de constructions publiques (Basse-Terre et Grande-Terre)
- une mission de soutien à l'immobilier
- une unité de coordination financière

Le service mène aussi une action au profit des services de l'État avec les unités soutien à la politique immobilière de l'État et Constructions publiques.

Son principal enjeu est la gestion de la ligne LBU (BOP123 de l'outremer, action1) qui en moyenne représente 60M€ par an, 1500 logements construits et des opérations de résorption de l'habitat insalubre.

Dans le domaine du logement social :

■ Engagement de 62 M€ de crédits budgétaires (outre-mer BOP 123 action 1 dit LBU) complétés d'un apport en défiscalisation pour 90 % des opérations financées.

■ Mandatement de 50 M€ pour le financement du logement social. Les objectifs de l'année sont dépassés, avec notamment la mobilisation de 8 M€ de crédits de paiement supplémentaires directement injectés dans l'économie du BTP. La Guadeloupe continue à se signaler pour sa capacité à bien dépenser les dotations parmi les 4 DOM

Ces moyens ont permis le financement de 1 400 logements sociaux, la mise en chantier de 1 290 logements et la livraison de 1 470 logements.

A noter les premières opérations de loge-

ments en accession différée réalisées en Outre Mer. Produites par la SCP HLM, il s'agit de deux résidences de 66 logements à La Roseraie (Baie-Mahault) et Crane (Lamentin).

Une deuxième tranche de financement d'un programme triennal de renforcement parasmique de 1 100 logements a été mise en place par la SIG grâce à un financement innovant (un tiers SIG, un tiers LBU, un tiers fonds Barnier).

Un accord définitif État mairie locataires-bailleur a été signé dans le quartier de la Jaille, après 20 ans de conflits.

L'effort de résorption de l'habitat insalubre se poursuit avec 10 M€ engagés en 2012. Il aura permis de lancer de nouvelles opérations à Moule (Petite Anse) et surtout d'engager les dernières tranches à La Boucan (Sainte-Rose), Capesterre de Marie Galante Fond à Roc et La Jaille (Baie-Mahault) ainsi que la poursuite des la RHI aux Abymes.



Dothémare - Bât. en cours de réalisation

Enfin, le Pôle de lutte contre l'habitat indigne en Guadeloupe a vécu sa première année. Elle a vu la mise en place des outils nécessaires à son fonctionnement (marché de diagnostic, observatoire de l'habitat indigne, mise en commun des processus d'intervention).

Domaine de la construction :

Les deux événements principaux concernent la reconstruction des bureaux de la DEAL et de la DAAF.

Il y a d'abord l'acquisition en VEFA d'un ensemble immobilier à Dothémare Abymes pour le relogement de leurs services de Grande Terre. D'un montant de 10,7 M€, l'opération accueillera 135 agents de ces deux services en septembre 2013.

Les 100 agents de la « Tour Saint Phy » seront relogés d'ici fin 2013, sur le site Jardin Bota-

nique Basse-Terre (marché 3,7M€ sur le PIL, signé le 29/10/2012).

Ensuite, il s'agit de la construction d'un ensemble immobilier à St Phy (St Claude) pour un montant de 35,5 M€. Le bail à construction avec la SEMAG a été signé le 20 décembre 2012. Il permettra de reloger 280 agents à la fin 2015.

Ce financement du Ministère Écologie (représentant un tiers de la dotation immobilière de toute la France) permet enfin de concrétiser un projet attendu depuis 10 ans.



V. Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale (MDDEE)

MDDEE répond au besoin de doter la DEAL d'une entité chargée d'évaluer les politiques publiques et d'impulser la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, puis de la Conférence Environnementale de 2012.

La mission comprend 3 pôles d'activités:

Évaluation environnementale

Expertise en matière d'évaluation environnementale, avis de l'autorité environnementale pour le niveau régional, dire de l'État en matière d'environnement, actions de sensibilisation et d'information

Information environnementale

Coordination de l'information environnementale, mise à disposition du public conformément à la convention d'Aarhus, centre de ressources documentaires, coordination des données environnementales, des observatoires ainsi que des statistiques

Promotion du développement durable

Promotion du développement durable auprès des différents acteurs institutionnels, économiques et associatifs, démarches d'éco-responsabilité, mise en place d'agendas 21 auprès des collectivités, coordination et dialogue entre établissements publics Écologie en Guadeloupe : pôle PREDD

Deux événements majeurs ont marqué les activités de MDDEE en 2013 :

- les réformes de l'évaluation environnementale (EE) et
- la publication de la révision du profil environnemental de la Guadeloupe (PEG).

L'évaluation environnementale

a été bouleversée par l'entrée en vigueur en 2012 de plusieurs réformes, dont les applications concernent dorénavant un vaste champ de projets de travaux, notamment à travers

la mise en œuvre de la procédure d'examen au cas par cas, qui vient s'ajouter à l'évaluation systématique des études d'impacts d'une part et à la procédure de cadrage préalable d'autre part. Une formation/information a été faite auprès de tous les acteurs concernés, publics ou privés (administrations, collectivités,



canal de Grande-Terre

porteurs de projets, bureau d'études, commissaires enquêteurs...), afin que la mise en œuvre de cette réforme au bénéfice de notre environnement et du développement durable, se fasse dans les meilleures conditions.

En 2013, les réformes de l'EE, concernant les plans et programmes, entreront en vigueur en début d'année. Ceci concerne en particulier l'évaluation environnementale systématique de tous les Plans Locaux d'Urbanisme en cours ou à venir. A cet égard, MDDEE poursuivra son objectif d'information des pétitionnaires et du public sur les enjeux environnementaux du territoire.

Profil environnemental de la Guadeloupe

Par ailleurs, en 2012, MDDEE a finalisé et mis en ligne sur le site de la DEAL **le PEG (profil environnemental de la Guadeloupe)**. Celui-

ci a été élaboré en concertation avec tous les acteurs et plus particulièrement les services et établissements publics de l'Etat, réunis au sein du pôle régional « Environnement et Développement Durable » (PREDD), sous le pilotage de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Le PEG est un outil d'information qui dresse un état des lieux de l'état de l'environnement en Guadeloupe en 2011, objectif et sans complaisance, avec ses forces, ses faiblesses, ses menaces, mais aussi avec les opportunités qu'un environnement riche représente pour la Guadeloupe. Il se veut aussi être un outil d'aide à la décision en offrant une batterie d'indicateurs, qui seront régulièrement suivis et publiés, afin d'aider à évaluer et à orienter au mieux les politiques publiques. Il constitue enfin, le profil environnemental de la Guadeloupe, nécessaire à l'évaluation des programmes opérationnels européens.

Pour 2013, MDDEE se donne comme objectif de promouvoir, diffuser et suivre cet outil.



Carrière - Grande-Terre



Port autonome de la Guadeloupe - Baie Mahault

VI. Risques Énergie Déchets (RED)

Le service risque énergie déchets (RED) a en charge l'ensemble des activités liées à la prévention des risques technologiques et des risques naturels (notamment séisme, inondations,...), au suivi des thématiques liées à l'énergie et au climat et l'animation de la thématique déchets.

Installé sur deux sites (Basse-Terre / Dugommier et Jarry / Chapelle), le service est articulé en trois pôles :

- le pôle risques technologiques (Jarry)
- le pôle risques naturels (Basse-Terre et Jarry)
- le pôle énergie – climat - véhicules (Jarry)

La thématique déchets est suivie sur le plan stratégique et financements par un chargé de mission rattaché au chef du service, et sur le plan réglementaire (ICPE) par l'unité installations classées déchets – sols pollués du pôle risques technologiques.

Le service est également chargé de la préparation de la gestion de crise.

Énergie – climat

Après 12 mois de travaux le SRCAE (Schéma régional Climat Air Énergie) a été adopté le 20 décembre 2012. Ce plan est un véritable outil de planification au service de l'État, des collectivités en particulier la région et des acteurs socio-économiques qui permettra de

répondre aux objectifs de réduction de l'empreinte carbone, d'amélioration de la qualité de l'air, de développement des énergies renouvelables et d'adaptation du territoire aux changements climatiques.

La DEAL a lancé en fin d'année l'établissement de son bilan d'émission des gaz à effet de serre.



Sablères de Guadeloupe - Rivière Sens - Gourbeyre

Risques naturels

La mise en œuvre de la directive inondation s'est poursuivie en 2012 avec la présentation de l'étude d'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) en Guadeloupe réalisée par la DEAL en janvier 2012 et le choix des territoires à risques d'inondation importants (TRI) en octobre 2012 ; l'objectif pour fin 2013 est d'établir la cartographie précise des risques sur ces territoires.

Plusieurs projets de renforcement d'école ont été engagés dans le cadre du plan séisme Antilles qui se poursuivra en 2013, année de réflexion pour la définition de la seconde phase 2014-2020 du plan séisme Antilles.

La DEAL a activement participé à l'exercice cyclone ZECLE au mois de juin.

Risques technologiques

A la suite de l'adoption du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de Jarry, l'année 2012 a été consacrée à l'élaboration de la convention de financement des mesures foncières issues de ce plan.

Dans le domaine des déchets,

l'inspection ICPE de la DEAL a travaillé à la remise en conformité du fonctionnement du SICTOM sur la décharge de la Gabarre, en vue du report probable de l'obligation de fermeture de cette décharge (janvier 2013) après la remise en question de la construction de la plate-forme multifilière de traitement de déchets (résiliation de la DSP Urbaser pour Valorgabar). Un nouveau projet présenté par le Sictom est en cours d'analyse par les services de l'État et de la région ainsi que par l'Europe. Les déchets verts (essentiellement communes) et les déchets d'emballage (essentiellement entreprises) ne sont plus acceptés sans traitement préalable. D'autre part les réouvertures de décharges communales sont systématiquement verbalisées. Les quais de transfert des îles du Sud sont en voie de mise au point des dossiers.

Enfin le schéma départemental des carrières a été adopté à l'été. Ce document permet de planifier la gestion de la ressource minérale et l'adaptation aux besoins locaux et aux projets en matière de BTP.



Rubis Antilles-Guyane - St Louis Marie-Galante

VII. Ressources Naturelles (RN)

Le service Ressources Naturelles (SRN) est l'un des 7 services et 3 missions de la DEAL. Il comprend 2 volets principaux:

- eau et milieux aquatiques (production des données sur l'eau et les milieux naturels, préservation et gestion de la ressource en eau et des milieux naturels, déclinaison de la politique de l'eau, exercice de la police de l'eau et coordination des polices de l'environnement, financement Feder des stations d'épuration dans le cadre du respect de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines et des infrastructures d'eau potable...)
- préservation et valorisation de la biodiversité terrestre et marine (suivi 3 réserves naturelles, espèces protégées, plans Tortues Marines, Iguanes, lutte contre espèces invasives, trame verte et bleue...)

Installé sur deux sites (Basse-Terre et Grande Terre Fouillole), le service est composé d'une unité administrative et de deux pôles techniques :

- l'unité de coordination administrative et gestion financière (Basse-Terre)
- le pôle biodiversité, (Basse-Terre)
- le pôle eau, constitué d'une unité de police de l'eau basée à Basse-Terre et d'une unité de police de l'eau basée à Grande Terre Fouillole

Assainissement

En 2012, le service a concentré ses efforts sur les 19 agglomérations concernées par la directive sur les Eaux Résiduaires urbaines (DERU), en poursuivant les actions de polices administrative et judiciaire et en les couplant à un accompagnement financier par des crédits FEDER. Cette action a permis de suspendre le risque de contentieux sur les cas les plus tendus. Le bilan des opérations financées sur le PO FEDER pour l'assainissement est de 54 M€, dont 23,2 M€ programmés au cours de l'année 2012, qui auront permis la réalisation des STEP de Port Louis et du Moule.

En 2013, la poursuite de la résorption du contentieux ERU reste une priorité avec notamment les projets des STEP de Baie Mahault, Capesterre Belle Eau, et Petit Bourg, en cours de financement.

Grâce à la mobilisation de la DEAL et du FEDER, 8 des 9 STEP déclarées prioritaires en 2011 (contentieux européen) ont pu être étudiées et financées, sortant ainsi la Guadeloupe des « mauvais élèves »

Planification

L'année 2012 marque le début de la révision du SDAGE, plan de gestion pour le bon état des eaux, avec le lancement de la consultation publique sur les enjeux du bassin hydrographique en novembre.

En 2013, la révision de l'état des lieux des masses d'eau prendra une large place dans l'activité du service.

Gestion de l'eau

En 2012, l'unité hydrométrie s'est attachée à améliorer la fiabilité des données produites pour la gestion des sécheresses et la caractérisation des phénomènes exceptionnels comme la tempête Rafael. Le dispositif de gestion de crise sécheresse a été revisité avec un nouvel arrêté cadre pris en 2012.

En 2013, les efforts seront poursuivis avec l'augmentation du nombre de mesures sur le terrain et l'extension du réseau hydrométrique.

Biodiversité marine

En 2012, on a pu relever, pour la deuxième année, des échouages d'importantes quantités de Sargasses (algues brunes) ; celles-ci, comme en 2011, ont fortement perturbé l'écosystème et le tourisme pendant plusieurs semaines.

Une stratégie de lutte contre l'invasion du poisson lion qui s'est organisée en 2012, y compris sur le plan Caraïbéen, prendra pleinement effet en 2013 pour les 3 ans à venir. Les résultats concernant la ciguatera permettront de savoir si ce poisson peut être consommé et si par cette voie, la menace qu'il fait peser sur les écosystèmes peut être limitée.

Pour la première fois, des réimplantations et transplantations d'herbiers de phanérogames marines ont été réalisées à Sainte-Rose sous l'impulsion de la DEAL.

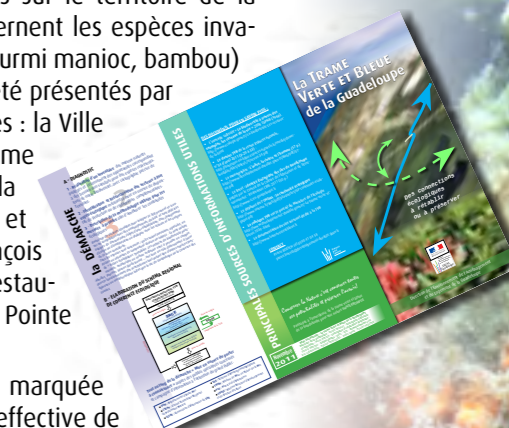
En 2013 une technique prometteuse en cours de développement de capture et culture de post larves de poissons pourrait permettre de recoloniser des zones aujourd'hui exsangues de poissons commerciaux.

Biodiversité terrestre

En 2012, des appels à projets nationaux ont vu 5 lauréats retenus sur le territoire de la Guadeloupe : 3 concernent les espèces invasives (poisson lion, fourmi manioc, bambou) 2 autres projets ont été présentés par des communes actives : la Ville de Morne-à-l'Eau (Trame Verte et Bleue sur la plaine de Grippons), et la Ville de Saint-François pour son projet de restauration écologique à la Pointe des Châteaux.

L'année a aussi été marquée par la mise en place effective de la nouvelle Réserve Naturelle Nationale de la Désirade, notamment par le choix du gestionnaire (ONF et association Ti Té), ainsi que par les 10 ans de la Réserve de Petite Terre. Le ministère de l'Écologie finance en quasi totalité à hauteur de 400K€, par an, les réserves naturelles de Petit Terre et Saint Martin, confiées à des gestionnaires.

L'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Écologique en partenariat avec le Conseil régional pour intégrer les continuités écologiques dans les projets d'aménagement, représentera un chantier important pour la DEAL en 2013.



VIII. Service Opérationnel de Conseil et d'Appui (SOCA)

Service opérationnel en contact direct et fréquent avec les collectivités, le S.O.C.A. prodigue des conseils aux communes dans le cadre de leurs projets d'aménagement (émergence de projet à laquelle contribuent les Missions d'Appui Territorial de Basse-Terre et de Grande Terre) dans la gestion de leurs infrastructures (Aide Technique de Solidarité pour l'Aménagement du Territoire ATESAT.), appui à la lutte contre les constructions illicites et l'affichage sauvage, appui aux autres services de la DEAL pour contrôles de terrain et PV.

Le service SOCA instruit les permis de construire pour les 14 communes de moins de 10000 habitants, dites «non autonomes» en ADS (14 sur les 32 de Guadeloupe), pour les permis État sur toutes les communes, établit les taxes d'urbanisme (TLE sur 14 communes puis taxe d'aménagement sur 32 communes à partir de 2012). Cette instruction est assurée par les unités Application du Droit des Sols de Basse-Terre, Grande Terre (Jarry et Anse-Bertrand) et la Mission Territoriale de Marie Galante.

Nouvelle taxe d'aménagement

Au 1er mars 2012, entrée en vigueur de la nouvelle taxe d'aménagement (remplaçant la TLE), pour laquelle les services de la DEAL redeviennent les seuls compétents pour calculer et liquider les taxes d'urbanisme (auparavant liquidées par les communes regroupant plus de 10 000 habitants). Les premiers avis sous ce nouveau format seront reçus par les pétitionnaires à compter de mars 2013.



Pointe Anse Bertrand

Occupation du domaine public maritime :

Prise en charge de sites d'occupation illégale (parfois ancienne) pour améliorer la sécurité : étude d'aménagement lancée concernant le site de Fouillole aux abords de l'Université, et nettoyage en collaboration avec le Parc National de la Guadeloupe et différents partenaires du « village de pêcheurs » de la Gabarre, situé sous la ligne à haute tension.

Un programme de 10 opérations de nettoyage a été défini conjointement Parc National/DEAL. Poursuite des actions entreprises en matière d'accessibilité et de sécurité des Établissements recevant du Public (hausse d'environ 15 % du nombre de dossiers examinés lors des commissions départementales, d'arron-

dissement ou communales).

Constats de terrain dressés en collaboration avec les communes (et conseils prodigués pour le traitement) lors de l'épisode 2012 de pollution par les algues sargasses ; Réalisation de recensements/diagnostics de terrain permettant à 8 nouvelles petites communes, bénéficiant de l'aide technique de solidarité des services de l'État, de mieux connaître leur patrimoine (ouvrages d'art notamment) pour mieux en assurer le suivi (afin de mieux garantir la sécurité des citoyens) et en programmer l'entretien. Poursuite de l'action envisagée en 2013 pour d'autres communes, et appui aux démarches d'adressage, destinées à consolider les ressources fiscales des communes.



Construction illicite - Sainte-Anne

IX. Secrétariat Général (SG)

Le Secrétariat Général est le service support au service des services de la DEAL afin de leur permettre d'assurer leurs missions dans les meilleures conditions. Outre le bureau administratif, le SG est composé de 11 unités ou entités réparties en 2 pôles : le pôle Ressources Humaines et le pôle Logistique.

Le Secrétariat Général gère :

- les salaires, primes, gestion, promotions (concours ou au choix) des 330 agents de la DEAL répartis en plus de 20 corps administratifs distincts (Écologie, Industrie, Agriculture...)
- la préparation du dialogue social: concertation, comité technique, CHSCT...
- les moyens généraux et l'informatique
- la politique de formation

Ressources humaines

En termes de Ressources humaines, l'année 2012 aura connu :

- 22 arrivées d'agents par voie de mutation soit 10 personnels d'encadrement (catégorie A), 4 personnels d'encadrement intermédiaire (catégorie B) dont 3 réintégrations ainsi que 9 agents de catégorie C.
- 3 départs par voie de mutation (2 catégorie A et 1 catégorie B),
- 10 départs en retraite (1 catégorie A, 1 catégorie B, 6 catégorie C et 2 OPA, ouvrier de parc et atelier)
- 1 départ volontaire catégorie A
- départ au titre du transfert de l'ex subdivision des bases aériennes au service national de l'aviation civile SNIA 2 catégorie B, 2 catégorie C et 2 OPA

En 2012, la balance entre les arrivées et les départs a été positive de 9 agents (hors transfert vers l'aviation civile).

La baisse des effectifs annuelle est de l'ordre de 8 à 10 agents par an, soit 3% des effectifs.

A ce jour, elle est gérée avec une forte anti-

icipation permettant de réorganiser les structures impactées par les réformes (paye PSI en 2012, ADS en 2013 ...) sans créer de tensions excessives. La gestion du personnel de la DM assurée par la DEAL avec un service employeur de proximité au sein de la DM depuis 2011 est stabilisée. Les modalités opérationnelles font l'objet d'une convention en cours de signature.

Les perspectives 2013 sont tendues avec une interdiction de recruter en externe des catégories B (sureffectif de 5) et probablement en catégorie C. Les ajustements de structures seront poursuivis, pour optimiser l'organisation. Un effort particulier sera fait sur la gestion du BOP 217 (Fonctionnement).

Formation

L'effort de formation a été significative en 2012 avec :

- Nombre de journées stagiaires 2012 : 773,50 journées

Les formations en Guadeloupe permettant une large participation DEAL (formation/action) se sont développées par filière en 2012 :

aménagement, ADS, gestion conflits (interministériel), rénovation urbaine, hygiène et sécurité, évaluation environnementale. Ce type de formation sera encouragé.

- Nombre moyen de journées par agent : 2 journées par agent.

■ Promotion par voie de concours (Forte progression par rapport à l'année précédente : 10 admis en 2011 et 16 en 2012).

•Catégorie A A+ : 4 admis et 2 admissibles (en attente des résultats fin décembre 2012)

•Catégorie B : 9 agents admis.

•Catégorie C : 7 agents admis.

L'amélioration des résultats a été facilitée par la mise en place d'un dispositif adapté de préparation aux concours.

L'année 2012 a été remarquable en matière de réussite aux concours nationaux très sélectifs (notamment passage catégorie C à catégorie B), faisant de la Guadeloupe un exemple en la matière.

Dialogue social

Un comité technique (validation projets immobiliers Jardin Botanique Basse Terre et Do-

thémare Grande Terre) et le premier CSHSCT (décembre 2012) se sont déroulés de façon constructive, en plus de réunions mensuelles de concertation avec les OS.

En 2013, l'accent sera mis sur l'amélioration des conditions de travail (dégradées sur certains des 7 sites DEAL) et l'amélioration de la gestion du budget de fonctionnement.

En matière budgétaire

■ Engagements 103 M€ sur 8 BOP (hors masse salariale environ 25 M€ et hors crédits FEDER) dont 35 M€ projet immobilier et 61 M€ LBU logement.

■ Paiements 55,8 M€ sur 7 BOP ((hors masse salariale environ 25 M€ et hors crédits FEDER) dont 50 M€ LBU logement. La DEAL a mandaté 3900 factures, (dont 2350 fonctionnement BOP 217), dans un délai moyen de 38 jours, ce qui représente une contribution à l'économie guadeloupéenne de plus de 600 emplois ou encore 1600 emplois avec le FEDER.

- Paiement FEDER environ 50 M€.



Secrétariat Général - Assemblée générale

X. Cabinet / Communication Coopération régionale

Cabinet Direction



Cérémonie
des Voeux

En 2012, 1764 courriers ont été reçus et 1487 ont été envoyés par la Direction de la DéAL. Le Cabinet a organisé 5 missions et inspections :

- Inspection MIGT 8 en février
- Mission CVRH – management en avril
- Inspection Cour des Comptes – logement en septembre
- Audit loi littorale en septembre
- Mission CGEDD – risques inondations en octobre



Après une année de fonctionnement, un bilan de la DEAL a été dressé avec la participation de l'ensemble des agents. Dans un objectif d'amélioration, un groupe de travail d'appui au management a été mis en place, co-piloté par la mission Pilotage et Stratégie, et 2 Codir élargis se sont réunis en avril et novembre pour poursuivre les réflexions et proposer des pistes de solutions.

Communication interne

Dans le souci de renforcer la culture DEAL, des séances d'information sur les métiers, missions et enjeux, ont été organisées et se poursuivent, pour l'ensemble des agents, chaque premier lundi du mois. Un exposé suivi d'échanges composent ces « Lundis de la DEAL », dont les thèmes sont arrêtés en Codir. Le journal interne « KAMO », publié chaque mois, permet de mettre en valeur la qualité de nos équipes.

En 2013, priorité sera donnée à la refonte du site intranet.



Site Internet DéAL GUADELOUPE

Communication externe

LA DEAL est intervenue plus de 40 fois sur les médias télévisuels, radios et presse écrite sur les sujets de sa compétence.

L'année 2012 a été marquée par la création du site internet de la DEAL

www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr

Coopération régionale

Plusieurs manifestations de coopération caribéenne ont impliqué le service : aires marines protégées, poisson lion, hydrologie (Hycos), entre DFA (aménagement, coopération caribéenne) avec Martinique et Guyane...

DONNEES GENERALES GUADELOUPE

| POPULATION | | | |
|----------------|--|--------------|--------|
| | Nombre d'habitants au 1 1 2009 | 404 000 | |
| | part population française | 0,6% | |
| | Superficie en km2 | 1 628 | |
| | Densité de population :nombre d'habitants au km2 | 248,7 | |
| | Nombre de communes | 32 | |
| ECONOMIE ledom | | Guadeloupe | France |
| | taux croissance PIB 2010 | 0,027 | 0,015 |
| | PIB par habitant 2010 en euros | 18 656 | 29805 |
| | taux inflation | 1,8% | 2,5% |
| | taux chômage BIT | 22,6% | 9,1% |
| | nombre DEFM A | 57 030 | |
| | Importations | 2 642 | |
| | Exportations | 235 | |
| | taux couverture | 8,9% | |
| ENVIRONNEMENT | | | |
| | Nombre de sites classés | 5 | |
| | Nombre de sites inscrits | 5 | |
| | Superficie classée en réserve de biosphère (ha) | 247 969 HA | |
| | Nombre d'espèces protégées | 213 | |
| | Nombre d'espaces remarquables | 145 (L146-6) | |
| | Nombre de masses d'eau en bon état | 28 | |
| | Autorisations loi sur l'eau | 11 | |
| | Déclarations loi sur l'eau | 32 | |

| RISQUES | | | |
|---|--|-----------|--|
| | Nombre de PPR approuvés (% communes) | | |
| | - naturels | 32 (100%) | |
| | - technologiques | 1 (100 %) | |
| INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) | | | |
| | Établissements autorisés : | 128 | |
| | dont carrières : | 27 | |
| | dont établissement relevant de la directive SEVESO : | 3 | |
| | Nombre de CLIC : | 3 | |
| | Nombre de sites pollués : | 30 | |
| HABITAT | | | |
| | Nombre de résidences principales Insee 2008 | 160 800 | |
| | Nombre de logements sociaux locatifs (source EPLS) | 32 200 | |
| | % moyen logements sociaux/total | 20 | |
| ACTIVITE TRANSPORTS | | | |
| | portuaire PAG | | |
| | Trafic marchandises 2011 en t | 3406216 | |
| | Passagers 2011 | 798338 | |
| | Aérien POLE CARAIBES | | |
| | Trafic passagers: nombre 2011 | | |

INDICATEURS ACTIVITE DÉAL GUADELOUPE

| | | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|---|---------|---------|----------------|
| I. AIDES ETAT AU LOGEMENT | | | | |
| 1.1 LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT SOCIAL | | | | |
| logement locatif social | Logements sociaux livrés (financements années antérieures) | | | 1446 |
| | Logements sociaux réhabilités (y compris parasismique) | 272 | 475 | 828 |
| | Logements locatifs sociaux neufs financés dans l'année | 1 505 | 1 609 | 1 390 |
| | Crédits paiement en millions d'euros | 47,6 M€ | 48,3 M€ | 31,6 M€ |
| | crédits engagés en millions d'euros | | | 40,4 M€ |
| 1.1a - LOGEMENT – ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ SOCIALE | | | | |
| accession propriété sociale LES groupés | Nombre de logements financés | 66 | 34 | 49 |
| | Subventions accordées | 3 M€ | 1,4 M€ | 2,4 M€ |
| accession propriété sociale LES diffus | Nombre de logements financés | 18 | 8 | 11 |
| | Subventions accordées | 0,5 M€ | 0,2 M€ | 0,3 M€ |
| 1.1b - LOGEMENT – RHI (RESORPTION HABITAT INSALUBRE) | | | | |
| | AP engagés (en millions d'€) | 11,4 M€ | 10 M€ | 9,7 M€ |
| | CP dépensés (en millions d'€) | 14,9 M€ | 10,3 M€ | 9,3 M€ |
| 1.2 LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT PRIVE | | | | |
| propriétaires occupants : | Nombre de dossiers financés LBU | 374 | 507 | 522 |
| | Subventions accordées | 6,2 M€ | 8,5 M€ | 8,7 M€ |
| propriétaires bailleurs : | Nombre de logements financés ANAH | 45 | 8 | 15 |
| | Crédits en millions d'euros | 1 M€ | 0,4 M€ | 0,2 M€ |
| 1.3 SOUS TOTAL LBU (BOP 123 action 1) | | | | |
| | crédits engagés en millions d'euros | | | 61,8 M€ |
| | crédits mandatés en millions d'euros | | | 50 M€ |
| 1.4 ANRU RÉNOVATION URBAINE | | | | |
| | Subventions | 6,8 M€ | 1,3 M€ | 55,4 M€ |
| | Mandatements | 4,6 M€ | 4,3 M€ | 21,6 M€ |
| | Nombre de dossiers | 25 | 33 | 48 |
| II. TRANSPORTS | | | | |
| NB Entreprises de transports de Marchandises | Transporteurs publics au registre | 582 | 561 | 583 |
| | Transporteurs publics en règle | 383 | 511 | 321 |

| | | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|---|--------|--------|---------------|
| NB Entreprises de transports de Voyageurs | Transporteurs publics au registre | 294 | 252 | 262 |
| | Transporteurs publics en règle | 245 | 224 | 150 |
| CONTROLES REALISES EN COORDINATION AVEC LES FORCES DE L'ORDRE SUR ROUTE : | | | | |
| nombre de véhicules contrôlés | Marchandises | 387 | 369 | 417 |
| | Voyageurs | 177 | 169 | 180 |
| | PV dressés | 28 | 94 | 186 |
| nombre de véhicules pesés | Marchandises | 553 | 523 | 711 |
| | dont véhicules en infraction | | | 254 |
| nombre de véhicules en infraction | Marchandises | 408 | 52 | 55 |
| | Voyageurs | 57 | 42 | 91 |
| nombre de véhicules sans infraction | Marchandises | 302 | 317 | 362 |
| | Voyageurs | 121 | 127 | 89 |
| nombre de certificats professionnelle délivrés | Marchandises < 3,5 T | 44 | 41 | 42 |
| | Marchandises + 3,5 T | 26 | 27 | 53 |
| | Voyageurs | 24 | 18 | 36 |
| | Commissionnaire | 6 | 6 | 14 |
| III. FONDS EUROPÉENS | | | | |
| PO 2007-2013 | Nombre de dossiers programmés | 53 | 54 | 74 |
| | Montants (en millions d'€) | 70,5 | 150,8 | 129,8 |
| ETAT-CPER 2007-2013 | Nombre de dossiers programmés | 19 | 13 | 14 |
| | Montants (en millions d'€) | 9,4 | 34,7 | 21,4 |
| IV. ÉDUCATION ROUTIERE | | | | |
| nombre de permis de conduire passés | A | 599 | 624 | 720 |
| | B | 5 922 | 6 328 | 6 647 |
| | EC | 451 | 499 | 617 |
| | ETG | 6 615 | 8 166 | 7 892 |
| | TOTAL | 13 587 | 15 617 | 15 876 |
| | Taux de réussite au code : | 50% | 50% | 51% |
| | Taux de réussite Permis B : | 43% | 46% | 46% |
| | Délai moyen attente examen conduite permis B (jours) | | | 20 |
| V. AMENAGEMENT | | | | |
| ADS droit DES SOLS | | | | |
| communes (DEAL instruit 18 communes sur les 32) | Nombre de permis de construire communaux instruits par la DEAL | 1 103 | 1 188 | 869 |
| | Nombre de déclarations préalables communales instruites par la DEAL | 788 | 684 | 556 |
| soit les communes moins 10000 hab | Nombre de permis d'aménager instruits par la DEAL pour communes | 26 | 28 | 19 |
| | Nombre de permis de construire État instruits par la DEAL | 41 | 28 | 16 |

| | | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|--|---------|-------------|------------------|
| Montant des taxes liquidées | TLE des dossiers antérieurs au 1er mars 2012 | 229 023 | 1 989 394 | 1 039 823 |
| | TA des dossiers postérieurs au 1er mars 2012 | | TA calculée | non liquidée |
| | Autres taxes (TDCAUE, TDENS, PVR, VSD, RAP) | 133 846 | 1 767 664 | 617 722 |
| PLU plans locaux urbanisme | Nombre de PLU en cours de révision | 30 | 29 | 28 |
| | Nombre d'avis État sur les PLU | 2 | 1 | 1 |
| | Nombre de réunions et avis hors instruction sur PLU en cours | | | 29 |
| | Part population couverte par PLU à jour | | | 24% |
| | Nombre de dossiers CDAC et CDACI instruits | 2 | 6 | 10 |
| | Nombre de notes d'observation DUP émises | | | 12 |
| contentieux | Nombre de dossiers instruits | 61 | 50 | 46 |
| Domaine Public maritime | Surface gérée (ha) | 4 780 | 4 780 | 4 780 |
| | Nombre d'AOT délivrés | 33 | 17 | 31 |
| | Nombre d'avis sur les cessions de DPM 50 Pas | 241 | 395 | 608 |
| VI. EAU / BIODIVERSITÉ | | | | |
| LOI SUR L'EAU : NOMBRE DE DOSSIERS INSTRUITS | Dossiers d'autorisation | 1 | 11 | 11 |
| | Dossiers de déclaration | 21 | 47 | 32 |
| Espèces protégées | Certificats CITES | | | 109 |
| | Dérogations délivrées | | 54 | 19 |
| VII. ESPACES NATURELS | | | | |
| | Nombre de classements nouveaux (sites, réserves naturelles) | 0 | 1 | |
| VIII. PREVENTION DES RISQUES | | | | |
| | Nombre de PPR approuvés | 5 | 1 | 5 |
| | Nombre de PPR mis à l'enquête publique | 1 | 0 | 0 |
| | Plan Séisme : Nombre d'écoles primaires financées | | 10 | 5 |
| IX. INDUSTRIE INSTALLATIONS CLASSEES POUR PROTECTION ENVIRONNEMENT ICPE | | | | |
| | Nombre de demandes d'autorisation délivrées | 7 | 8 | 4 |
| | Nombre d'arrêtés complémentaires signés | 8 | 12 | 13 |
| | Nombre d'arrêtés de mesure d'urgence | 1 | 0 | 0 |
| | Nombre d'arrêtés de mise en demeure signés | 23 | 35 | 12 |
| | Nombre de procès verbaux dressés dans l'année | 6 | 10 | 2 |
| | Visites d'inspection | 36 | 51 | 52 |
| | · inopinées | 12 | 10 | 0 |
| | · approfondie | | 36 | 38 |
| | dont relevant de la directive SEVESO | 4 | 2 | 3 |
| | Nombre de plaintes | 3 | 4 | 3 |
| | Inspections installations en déclaration | 1 | 0 | 1 |

| | | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|---------------------------------------|-------------|------------|-------------------|
| X. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE | | | | |
| | Cadrage préalable | | 1 | 5 |
| | Avis de l'autorité environnementale | 19 | 13 | 7 |
| | Examen au cas par cas | | | 16 |
| | Autres avis (hors procédure) | | | 4 |
| XI. CREDITS GERES (hors FEDER) | | | | |
| | nombre de BOP | 9 | 10 | 10 |
| | nombre de mandatements | 1 695 | 4 398 | 4 386 |
| | crédits engagés en millions d'euros | 191 720 794 | 74 339 224 | 95 807 880 |
| | crédits mandatés en millions d'euros | 4 119 961 | 67 807 719 | 55 967 685 |
| XII. RESSOURCES HUMAINES | | | | |
| | nombre d'agents (total dont A , B, C) | 399 | 334 | 325 |
| | départs | 10 | 34 | 14 |
| | arrivées | 19 | 22 | 23 |

DEAL GUADELOUPE - Tableaux de bord des BOP - Consommation 2012

1) Consommation hors titre 2

| | | | |
|--|-----------------|-----------------|-------|
| BOP 113 <i>Urbanisme, paysage, eau et biodiversité</i> | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 2 324 134 | 1 777 155 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 2 323 660 | 1 777 155 | |
| | 100% | 100% | |

| | | | |
|---|-----------------|-----------------|-------|
| BOP 135 <i>Développement et amélioration de l'offre de logement</i> | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 38 501 | 16 908 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 35 136 | 16 908 | |
| | 91% | 100% | |

| | | | |
|---|-----------------|-----------------|-------|
| BOP 181 <i>Prévention des risques</i> | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 198 333 | 1 001 987 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 193 867 | 735 122 | |
| | 98% | 73% | |

| | | | |
|--|-----------------|-----------------|-------|
| BOP 203 <i>Infrastructure et services de transport</i> | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 142 500 | 142 500 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 140 378 | 132 638 | |
| | 99% | 93% | |

| | | | |
|---|-----------------|-----------------|-------|
| BOP 207 <i>Sécurité et circulation routière</i> | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 224 900 | 224 091 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 224 845 | 219 819 | |
| | 100% | 98% | |

| | | | |
|---|-----------------|-----------------|-------|
| BOP 217 <i>Personnel, fonctionnement et immobilier des services déconcentrés dont projet immo en 2012</i> | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 39 613 335 | 2 576 338 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 38 060 034 | 2 575 526 | |
| | 96% | 100% | |

| | | | |
|---|-----------------|-----------------|-------|
| SS TOTAL CONSUMMATION relevé DRFIP | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 42 541 703 | 5 738 979 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 40 977 920 | 5 457 168 | |
| | 96% | 95% | |

| | | | |
|---|-----------------|-----------------|-------|
| BOP 123 action 1 logement (UO DEAL sur BOP préfecture outremer) | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 61 800 000 | 50 034 614 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 61 788 486 | 50 008 198 | |
| | 100% | 100% | |

| | | | |
|----------------------------|-----------------|-----------------|-------|
| Fonds Barnier FPRNM | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 3 308 000 | 3 308 000 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 3 308 000 | 3 217 170 | |
| | 100% | 97% | |

| | | | |
|-------------------|-----------------|-----------------|-------|
| TOTAL DEAL | Dotation en AE | Dotation en CP | payés |
| | 107 649 703 | 59 081 593 | |
| | Consommation AE | Consommation CP | |
| | 106 074 406 | 58 682 536 | |
| | 99% | 99% | |

2) Délai global de paiement

| | | |
|--|---------------------------------|--------------|
| BOP 113 <i>Urbanisme, paysage, eau et biodiversité</i> | Nombre de DP | 304 |
| | Délai moyen gestionnaire | 35,09 |
| | Délai moyen transmission PJ | 3,26 |
| | Délai de visa | 2,01 |
| | Délai de rapprochement | 1,73 |
| | Délai global de paiement | 42,09 |

| | | |
|---|---------------------------------|--------------|
| BOP 135 <i>Développement et amélioration de l'offre de logement</i> | Nombre de DP | 6 |
| | Délai moyen gestionnaire | 6,67 |
| | Délai moyen transmission PJ | 2,67 |
| | Délai de visa | 1,00 |
| | Délai de rapprochement | 1,00 |
| | Délai global de paiement | 11,34 |

| | | |
|---|---------------------------------|--------------|
| BOP 181 <i>Prévention des risques</i> | Nombre de DP | 96 |
| | Délai moyen gestionnaire | 22,39 |
| | Délai moyen transmission PJ | 3,60 |
| | Délai de visa | 0,52 |
| | Délai de rapprochement | 2,56 |
| | Délai global de paiement | 29,07 |

| | | |
|--|---------------------------------|--------------|
| BOP 203 <i>Infrastructure et services de transport</i> | Nombre de DP | 30 |
| | Délai moyen gestionnaire | 28,70 |
| | Délai moyen transmission PJ | 1,80 |
| | Délai de visa | 2,03 |
| | Délai de rapprochement | 3,83 |
| | Délai global de paiement | 36,36 |

| | | |
|---|---------------------------------|--------------|
| BOP 207 <i>Sécurité et circulation routière</i> | Nombre de DP | 425 |
| | Délai moyen gestionnaire | 28,64 |
| | Délai moyen transmission PJ | 2,97 |
| | Délai de visa | 1,40 |
| | Délai de rapprochement | 1,65 |
| | Délai global de paiement | 34,66 |

| | | |
|--|---------------------------------|--------------|
| BOP 217 <i>Personnel, fonctionnement et immobilier des services déconcentrés</i> | Nombre de DP | 2 375 |
| | Délai moyen gestionnaire | 34,60 |
| | Délai moyen transmission PJ | 2,77 |
| | Délai de visa | 2,10 |
| | Délai de rapprochement | 2,44 |
| | Délai global de paiement | 41,91 |

| | | |
|---------------------------------------|---------------------------------|--------------|
| TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Nombre de DP | 3 236 |
| | Délai moyen gestionnaire | 33,39 |
| | Délai moyen transmission PJ | 2,86 |
| | Délai de visa | 1,95 |
| | Délai de rapprochement | 2,28 |
| | Délai global de paiement | 40,49 |

| | | |
|---|---------------------------------|--------------|
| BOP 123 action 1 logement (UO DEAL sur BOP préfecture outremer) | Nombre de DP | 699 |
| | Délai moyen gestionnaire | 20,59 |
| | Délai moyen transmission PJ | 3,76 |
| | Délai de visa | 0,94 |
| | Délai de rapprochement | 2,28 |
| | Délai global de paiement | 27,72 |

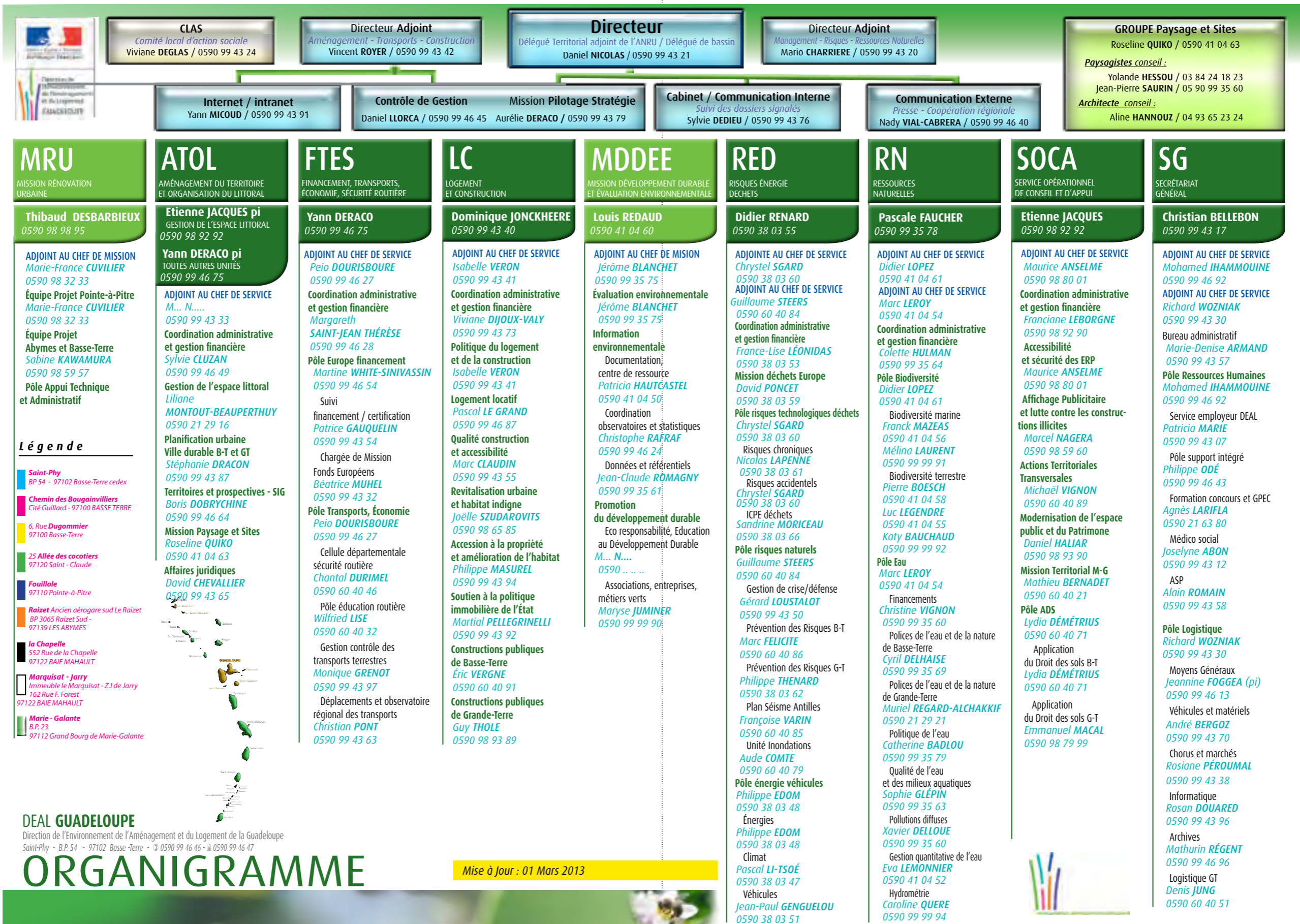
| | | |
|----------------------------|---------------------------------|----|
| Fonds Barnier FPRNM | Nombre de DP | 35 |
| | Délai moyen gestionnaire | |
| | Délai moyen transmission PJ | |
| | Délai de visa | |
| | Délai de rapprochement | |
| | Délai global de paiement | |

| | | |
|--|---------------------------------|--------------|
| TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM | Nombre de DP | 3 935 |
| | Délai moyen gestionnaire | 31,12 |
| | Délai moyen transmission PJ | 3,02 |
| | Délai de visa | 1,77 |
| | Délai de rapprochement | 2,28 |
| | Délai global de paiement | 38,19 |



Ville de Basse-Terre

Organigramme





**Ministère de l'Écologie,
du Développement durable
et de l'Énergie**

Direction de l'Environnement
de l'Aménagement, et du Logement
de la Guadeloupe

B.P. 54 - Saint-Phy
97 102 Basse-Terre - cedex
Tél. 05 90 99 46 46

